COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

samedi 12 mai 1979 — N°22 — PRIX : ANTILLES 1,50F FRANCE 2F

Editorial

Dijoud bavarde les travailleurs luttent

La «conférence inter-régionale» convoquée par Dijoud pour compléter le «colloque» de décembre dernier, vient de s'achever à Basse-Terre. Comme la dernière fois, elle réunissait des élus locaux, des membres de l'administration ainsi que des représentants patronaux, la quasi-totalité des syndicats ayant refusé d'y participer.

Comme en décembre, on aura beaucoup parlé. Pire, France-Antilles et FR 3 nous en auront rebattu les oreilles, commentant le déroulement des débats, pour citer in extenso les déclarations finales des divers rapporteurs, et la conclusion du ministre.

Dijoud, s'il n'est pas le premier à nous abreuver de promesses, entend dépasser ses prédécesseurs sur le plan du spectacle, du tape-à-l'œil.

Jamais peut-être, le fossé entre l'énormité des promesses ou des buts prétendus, et le peu de cas qu'en font les travailleurs, n'est apparu aussi évident. Durant les cinq mois qui nous séparent de décembre, les travailleurs n'ont pas attendu que Dijoud et sa cour se réunissent à nouveau pour palabrer sur «l'avenir économique des Antilles».

Et il n'y a là rien d'étonnant. Car pour les travailleurs, la réalité économique et sociale n'est pas un sujet de discours pour spécialiste : il s'agit de leur vie quotidienne. La «réorganisation du secteur sucrier», cela veut dire les fermetures d'usines, des centaines de travailleurs à la rue, condamnés à vivre d'expédients, incapables de trouver un emploi équivalent. Ce sont des milliers de travailleurs agricoles peu à peu remplacés par des machines.

Le tourisme «solution miracle», ce sont les hôtels qui ferment les uns après les autres après des «faillites» plus ou moins suspectes.

La «fraternité» de la société antillaise, c'est la morgue des petits chefs et des capitalistes, leur mépris souvent teinté de racisme. C'est la provocation raciste dans les lycées.

Le «contrôle des Antillais sur leurs affaires», la «liberté accordée par la démocratie française», ce sont les diktats des préfets, les CRS et les Képis Rouges intervenant contre les travailleurs en lutte.

Alors les travailleurs, les jeunes, n'attendent pas de Dijoud et des siens des solutions-miracle. Ils peuvent les voir à l'œuvre tous les jours. Et depuis le colloque de décembre, que ce soit à la Colas, à Socaltra, à l'hôpital ou à ERAM en Martinique, que ce soit chez Bata, à la DDASS, à la SIG ou à l'EDF en Guadeloupe, les travailleurs ont trouvé le langage qui peut résoudre leurs problèmes : celui de la lutte.

Tout comme les jeunes de Trinité ou de Baimbridge n'ont pas attendu les discours lénifiants de Dijoud sur la prétendue «fraternité» qui les unirait aux racistes !

Ces réactions des travailleurs et des jeunes sont un gage pour l'avenir, c'est dans cette voie, et elle seule, qu'un véritable changement peut intervenir.

GUADELOUPE : PREPARONS LA GREVE GENERALE

Les employés de Renault Pointe-à-Pitre sont en grève. Les employés de Sorès Bar tiennent bon eux aussi dans leur lutte contre les licenciements. Depuis plus de trois semaines maintenant, les travailleurs de la SIG poursuivent une grève illimitée pour exiger le réemploi de 24 de leurs camarades qui ont été licenciés.

A partir de Mercredi 9 Mai, ce sont les travailleurs de l'électricité EDF qui déclenchent à leur tour une grève illimitée pour faire triompher leurs revendications.

Les employés du contrôle des prix se sentent menacés particulièrement dans leur emploi et déclenchent une grève pour faire savoir leur inquiétude.

Les travailleurs d'Artimex qui avaient récemment fait grève se remettent en lutte contre le licenciement d'une de leurs camarades qui était candidate à une fonction syndicale.

Dans la plupart des cas, les travailleurs entrent en lutte contre les licenciements et pour réclamer des augmentations de salaires

Ces deux revendications pourraient mobiliser à l'heure actuelle la majeure partie de la classe ouvrière si elles étaient posées de façon à changer réellement le sort des travailleurs.

En particulier face aux licenciements et au chômage qu'ils alimentent, il faudrait réclamer la répartition du travail entre tous et donc la diminution des heures de travail sans diminution de salaire.

Les travailleurs ont de plus en plus de mal à faire face à un coût de la vie en hausse permanente.

Là aussi, il y a un moyen de ne pas être les victimes de la crise capitaliste en réclamant que les salaires augmentent en même temps que le coût de la vie grimpe. Les salaires doivent, de plus, être fixés à un minimum qui permette réellement aux travailleurs de faire face aux dépenses nécessaires pour vivre décemment.



Des grévistes de l'EDF...

Ces revendications pourraient unifier toute la classe ouvrière dans une offensive contre l'ensemble des patrons et de l'Etat-patron.

Et ce n'est pas faire preuve d'irréalisme que d'y penser et de lutter pour cela.

Bientôt si on fait le compte, toute la Guadeloupe laborieuse aura fait grève un jour ou l'autre au cours des six mois qui se sont écoulés.

Et la vague continue.

Et par bien des côtés, les travailleurs sont plus résolus et même souvent plus conscients de ce qu'il faut faire pour contraindre les patrons à céder

Partout les travailleurs se battent. Souvent spontanément, sur le tas, ils ripostent aux attaques des patrons contre leur niveau de vie. Partout ils se battent pour ne pas aller grossir le lot des chômeurs.

Le sentiment dominant parmi tous c'est que nous devrions nous battre tous ensemble.

Qu'est-ce qui nous en empêche réellement ? Pas grand chose. Dans les organisations syndicales et politiques, il y a bon nombre de travailleurs du rang qui sont prêts, s'il le faut, à dépasser les consignes syndicales si celles-ci sont trop timides.

MARTINIQUE : 7 JEUNES EMPRISONNES

NON A LA REPRESSION COLONIALISTE !

Cela fait maintenant près de 3 semaines que 7 jeunes ont été emprisonnés, parce que selon France-Antilles, ils auraient frappé des blancs sur des plages de la Martinique.

Depuis, plus rien, c'est le silence. Cette affaire, déjà louche au départ apparaît de plus en plus comme une nouvelle manifestation arbitraire du colonialisme français.

Car si les faits reprochés aux jeunes sont exacts, si ce sont des voyous et des délinquants comme on tente de les faire passer, pourquoi les autorités et la grande presse continuent-elles à garder le silence sur cette affaire ?

Pourtant, le moindre vol de porte-monnaie, de mouton ou même de poules est systématiquement mis à la «une» de France-Antilles. La publicité la plus large est faite contre ceux qui auraient commis un vol d'importance. Ici, c'est le silence le plus total, alors que cela fait plus de 15 jours que ces 7 jeunes martiniquais sont emprisonnés.

En l'état de nos renseignements sur cette affaire, nous pensons que la répression coloniale cherche à s'abattre sur des jeunes qui ont eu le tort de traduire par des actes leur exaspération devant la situation qui leur est faite dans ce pays colonial. Ces gestes dirigés semble-t-il contre des ressortissants coloniaux et contre des individus isolés — des Français, des «blancs» (!) — ne sont pas justifiables. De telles attaques — si elles ont été le fait de ces jeunes, et cela reste à prouver — ne font pas partie des méthodes des travailleurs.

Ceux-ci ne peuvent évidemment que les désapprouver. Pourtant — et c'est alors d'autant plus nécessaire — les travailleurs doivent réclamer que les informations soient fournies à l'opinion publique sur ce qu'on reproche exactement à ces jeunes mis en prison, sans que rien de précis n'ait filtré venant des autorités coloniales sur les raisons de leur emprisonnement.

Les travailleurs ne doivent pas rester indifférents devant le traitement que le pouvoir colonial fait subir aux jeunes — y compris ces jeunes qui commettent parfois des actes inacceptables par révolte ou exaspération.

Car la situation qui les a conduits à la révolte ou à des gestes individuels et donc sans portée réelle — c'est le pouvoir des colonialistes lui-même qui l'a créée et l'entretient à l'abri de ses militaires.

Les travailleurs peuvent d'autant moins se désintéresser du sort de ces jeunes que ceux-ci par leur esprit de révolte constituent pour l'avenir la force dynamique et courageuse sur laquelle les travailleurs pourront s'appuyer.

Ne donnons pas une prime à la passivité — et un encouragement à ceux qui ne tentent jamais rien — en laissant condamner dans l'ombre et le silence des tribunaux colonialistes des jeunes qui ont voulu d'une certaine façon exprimer leur haine des oppresseurs.

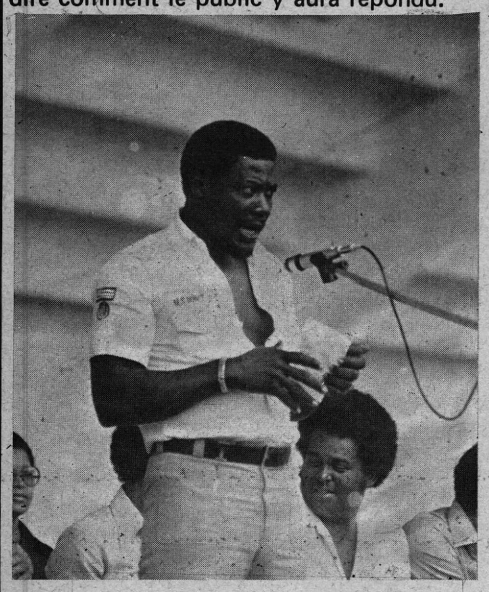
CEUX DE LA SIG TIENNENT BON !

Dans leurs tentatives de briser la grève des employés de la SIG, les patrons de cette société ne cessent de multiplier les manœuvres d'intimidation mais c'est à un mur qu'ils se heurtent. Ils ont traduit les travailleurs en justice, mais ceux-ci ont à l'unanimité refusé de répondre à cet appel en justice et maintenant, il y a dans l'air des menaces d'intervention policière contre les grévistes.

Mardi 8 Mai, un cadre a foncé avec sa voiture sur un groupe de grévistes, heurtant au passage le délégué CGTG. Le choc fut tel que le pare-brise éclata en morceaux. Immédiatement, le délégué décida de porter plainte pour tentative d'assassinat et entrave à l'exercice de ses fonctions. On le voit, la direction de la SIG est prête à tout pour tenter de briser le mouvement et pousser à la reprise du travail. Mais toutes ses tentatives demeurent vaines car le moral des travailleurs reste au beau fixe et la grève continue donc avec autant de détermination qu'aux premiers jours.

Pour assurer le succès du mouvement, se posent naturellement certains problèmes : les questions matérielles, à mesure que la grève se prolonge, ne sont pas les moindres. Pour en atténuer les effets, les grévistes font circuler des listes de souscription; de plus, ils sont prêts à recevoir toute forme de soutien, même en nature, sous forme de denrées alimentaires. Nous invitons vivement tous nos lecteurs à répondre à ces initiatives dans la mesure de leurs moyens.

Mercredi, un grand meeting de soutien était prévu à la salle Rémy Nainsouta : à l'heure où nous écrivons, nous ne pouvons dire comment le public y aura répondu.



Un représentant Syndical de la SIG

Cette grève qui a commencé dès le 18 avril risque de durer. En effet, les patrons ne veulent pas revenir sur leur décision de licencier. Mais les grévistes sont préparés à une telle éventualité. Ils renforcent leur organisation. Dès le début du mouvement, ils ont créé un comité de grève, celui-ci se réunit régulièrement et participe avec le comité de soutien des locataires aux prises de parole qui ont lieu le soir dans les différentes cités de la SIG. Et lors de ces prises de parole les grévistes ont pu se rendre compte de l'écho favorable qu'obtient leur grève auprès des locataires. Ceux-ci se montrent solidaires des grévistes et d'ailleurs ils ont eux aussi bien des choses à reprocher à cette société, comme par exemple les augmentations abusives de loyers, le manque d'hygiène qui règne dans les bâtiments du fait d'un personnel d'entretien insuffisant.

Dans un communiqué de presse, le comité de soutien des locataires dénonce la responsabilité de la direction de la SIG dans la continuation de la grève et par voie de conséquence de l'accumulation des ordures ménagères et tous les risques d'épidémie que cela comporte. Ce comité a demandé à Tavernier une entrevue pour le samedi 5 mai à Rémy Nainsouta. Celui-ci a brillé par son absence, ce qui démontre un refus manifeste de négocier.

Pour l'instant, les travailleurs sont convaincus que seule leur ténacité et leur opiniâtreté leur permettront de vaincre, et ils sont d'autant plus renforcés dans cette conviction qu'ils savent que la plupart des locataires les soutiennent.

La SIG prétend n'avoir pas d'argent : c'est pour le moins curieux, s'agissant d'une société possédant des milliers de logements, répartis dans les communes les plus importantes de la Guadeloupe. Société d'économie mixte, c'est-à-dire fonctionnant en partie avec des capitaux d'Etat, elle emploie, pour l'entretien de ces milliers de logements, moins de 400 employés ! Dans le même temps, se trouve à sa tête une pléiade de cadres grassement entretenus aux frais de la société !

Mais que la SIG soit réellement en déficit ou non, cela n'est pas l'affaire des travailleurs : que la SIG se débrouille pour assainir ses finances, qu'elle fasse au besoin appel à l'Etat, qui est partie prenante dans cette affaire. La seule chose qui compte pour les travailleurs de la SIG est celle-ci : pas un seul licenciement ne doit être effectué. De même que pour les locataires, ce qui compte, c'est que l'entretien des cités soit assuré.

Pierre MICHAUT

Où est la meilleure forme de soutien des locataires ?



Ordures ménagères déversées dans les rues par les locataires du Raizet.

Dans la lutte qui les oppose à la direction de la SIG, les grévistes ont bien compris qu'ils détenaient un atout important dans la solidarité des locataires.

Et de fait les grévistes ont contribué pour une grande part à sensibiliser les locataires et à les organiser. Un comité des locataires qui soutient les grévistes a pris naissance et s'est développé. Pendant plusieurs jours grévistes et membres du Comité de Soutien des locataires ont pris la parole ensemble dans les différentes «cités» de la SIG.

Mais bientôt le problème des ordures ménagères qui s'entassent est venu se poser.

Et il s'est résolu différemment selon les quartiers. Là où des locataires avaient constitué une sorte d'organisation dans leur immeuble, ceux-ci ont pris des dispositions pour ne pas pâtir de l'accumulation d'ordures et ont trouvé des solutions pour dégager les ordures et en freiner l'accumulation.

Dans d'autres quartiers, des locataires — en particulier des jeunes — d'une façon spontanée ont répandu les ordures sur la chaussée ou ont construit quelquefois de véritables barrages d'ordures dans certaines rues.

Cette dernière forme d'action témoignait d'une façon évidente du mécontentement des locataires.

Mais nous pensons qu'on ne peut pas s'en tenir à ces formes d'actions. On ne peut pas régler le problème en créant une gêne pour d'autres travailleurs — ceux qui veulent utiliser la chaussée par exemple !

De plus ces formes d'action ont une portée limitée. Nous pensons que la meilleure forme de soutien que les locataires peuvent donner aux grévistes de la SIG c'est de s'attaquer au point sensible de cette société c'est-à-dire à sa caisse.

Puisque la SIG fait vivre les travailleurs entassés derrière des montagnes d'ordures, puisqu'elle tarde à réintégrer les travailleurs licenciés, eh bien ! elle devrait aussi se passer de l'argent de ces travailleurs.

Et puis ces logements où nous sommes, de quelle qualité sont-ils ? Les locataires se plaignent tous de la mauvaise qualité des tuyauteries — par exemple — du manque d'entretien des immeubles qui sont rarement repeints, des sanitaires presque tous défectueux, etc...

Et il faut ajouter que bien souvent les travailleurs qui logent depuis des années dans ces logements en ont déjà payé plusieurs fois le prix !

Alors puisque les locataires de la SIG sont mécontents et qu'ils sont dans leur grande majorité solidaires des grévistes, ils peuvent en se battant pour leurs propres revendications, et avec leurs propres moyens, faire reculer la SIG.

Mais pour cela, il faut organiser un grand nombre de locataires. Il faut choisir donc des moyens, des mots d'ordre qui entraînent l'adhésion de ceux-ci et leur fournissent une perspective qui va plus loin que simplement répandre les ordures sur la chaussée.

Et si les locataires entraient en lutte réellement sur ces problèmes de logement ils pourraient effectivement peser lourdement sur l'évolution de la situation présente.

TRAVAILLEURS DE LA SIG ET TRAVAILLEURS LOCATAIRES SOLIDAIRES DANS L'ACTION FERONT CEDER LA SIG !

MARTINIQUE : *Une peau de banane sous les pieds de FABRE*

Qui l'eut cru ? Marcel Fabre, le gros propriétaire foncier, président de la SICABAM se retrouve devant les tribunaux, assigné en justice par 5 gros propriétaires : André DEPAZ, Jacques PLISSONEAU, Louis DE LUCY, Edouard DESGROTTES et Bernard CARREAU-GASHEREAU.

Ces messieurs qui représentent en quelque sorte le gratin de la société martiniquaise ont reproché à FABRE, de leur avoir fait perdre ces derniers mois la coquette somme de 5 milliards anciens ! En effet, Fabre, en tant que Président de la SICABAM, organisme chargé de l'exportation de la banane a signé un accord avec le trust américain Standard Fruit qui a pendant un moment acheté la banane martiniquaise bien moins cher que les acheteurs français, ce qui a occasionné cette perte de 5 milliards anciens, aux dires des plaignants.

Pour mieux comprendre l'affaire, il faut revenir à l'année dernière, avec la tentative de la Compagnie Fruitière de s'implanter aux Antilles. La SICABAM et Fabre aussi bien que ses adversaires d'aujourd'hui criaient à la ruine, à la surproduction, et menaçaient le gouvernement français de prendre des mesures contre un «possible» effondrement des cours de la banane — qui serait dû à une «possible» surproduction de la dite Compagnie Fruitière !

Pendant qu'ils pleuraient misère, les planteurs demandaient une subvention au gouvernement français, car ils allaient se retrouver sur la paille avec la fameuse surproduction. Ils menaçaient même de jeter des milliers de tonnes de banane dans la rue.

Il y eut même au début de décembre une manifestation dans les rues de Fort-de-France où quelques tonnes de banane furent jetées. Grâce à ce chantage, ils obtinrent de l'Etat français la somme de 900 Millions anciens.

Mais la menace de jeter ou de distribuer 50 000 tonnes de banane ne fut jamais mise à exécution. Car, il y avait belle lurette que Fabre avait signé un accord avec la Standard Fruit pour la commercialisation de 55 000 tonnes de banane. Ainsi, les gros propriétaires gagnaient sur les 2 plans : ils avaient obtenu les subventions et en même temps, leur banane était vendue, à bas prix certes, mais vendue quand même.

Quelques mois après, les cours se remirent à grimper sur le marché français, mais la SICABAM était tenue d'honorer l'accord passé avec la Standard Fruit et vendre ainsi plus bas.

C'est ce qui a occasionné le dépit des Depaz et autre De Lucy, qui se sont mis soudain à attaquer leur compère, distribuant même une étude dans laquelle ils contestent le fonctionnement de la SICABAM, l'épisode actuel du conflit étant la comparution de Fabre devant les tribunaux.

Jacques BRUEL

Pointe-à-Pitre : CARNOT II : UN COLLEGE ERRANT ...

C'est maintenant chose officielle : le collège Carnot 2 ouvert rapidement à la rentrée dernière pour accueillir plusieurs centaines d'élèves de 6ème que l'administration ne pouvait recevoir nulle part ailleurs, sera fermé et transféré en partie au collège Front de mer.

Ainsi en a décidé le Recteur Doumenge.

Il faut noter que les élèves inscrits à Carnot 2 devaient à l'origine être scolarisés au collège de Grand-Camp. Seulement jusqu'à présent ce collège n'est toujours pas sorti de terre, alors que sa construction était prévue pour la rentrée 79.

Pire, selon la circulaire officielle les quelques 90 élèves de la SES (Section d'Education Spécialisée) qui se trouvent cette année à Carnot devront rejoindre dès septembre 79 la SES de Boiripeaux dont la première pierre n'est même pas encore posée.

L'administration rectorale se moque réellement des élèves et de leurs parents.

Elle décide unilatéralement de fermer un établissement scolaire sans daigner consulter les parents et les personnels ni même les prévenir.

Pourtant la fermeture de Carnot 2 et le transfert des élèves à Lauricisque et Boisripeaux Abymes ne manqueront pas de créer d'énormes difficultés aux élèves et à leurs parents.

En effet beaucoup d'élèves qui sont dans ce collège viennent de divers quartiers de Pointe-à-Pitre et des Abymes, de Fouillole, Louisy Mathieu, de Chauvel, Terrasson. Certains auront de gros problèmes de transport à résoudre, d'autres devront payer des frais de transport et de cantine supplémentaires. Quant à ceux de la SES, leur scolarité est d'ores et déjà compromise, car rien ni personne ne peut donner l'assurance que le CES de Boisripeaux existera réellement à la rentrée prochaine.

Dans sa volonté de faire payer la crise aux travailleurs et d'imposer l'austérité à tous les services publics le gouvernement capitaliste et colonial livre une véritable attaque à l'école en Guadeloupe. En tout premier lieu ce sont les enfants les plus démunis qui en seront les premiers touchés.

Mais s'ils le veulent les parents d'élèves et les personnels peuvent faire reculer Doumenge et l'obliger à reconsidérer plus sérieusement la scolarisation des élèves de Carnot 2.

Jean IGNACE

FORT DE FRANCE : QUAND LA MUNICIPALITE PROGRESSISTE LICENCIE OU LA FIN D'UNE ILLUSION

La municipalité de Fort-de-France a décidé de prendre un certain nombre de mesures d'austérité pour combler le déficit de 4 milliards qu'elle présente dans son budget.

Ce sont d'abord les employés municipaux qui en feront les frais, puisqu'il est prévu un grand nombre de licenciements (déjà une première vague d'une centaine a été annoncée) et des réductions importantes de salaire par la diminution des heures de travail. Ensuite les administrés eux-mêmes verront leurs impôts locaux augmenter.

La municipalité «progressiste» a expliqué ses raisons en demandant la compréhension et la bienveillance des travailleurs et du public. Elle est obligée de prendre ces mesures restrictives, dit-elle, pour échapper à la «commission de la hache», c'est-à-dire au contrôle et à la prise en main de son budget par l'Etat, qui se chargerait alors de réorganiser les finances de la commune selon ses propres critères.

La municipalité de Fort-de-France ne veut pas que l'Etat colonial se charge de gérer son budget. Aussi pour éviter cette mesure appelle-t-elle les travailleurs à faire des sacrifices.

On mesure là toutes les limites de la gestion municipale dans le cadre de la société capitaliste et coloniale. Et ceux qui, à l'instar du Parti Progressiste Martiniquais, ont voulu présenter cette gestion comme une possibilité pour une fraction de la population martiniquaise d'exercer une sorte de pouvoir local, ne pouvaient que se voir infliger tôt ou tard un cinglant démenti.

La municipalité de Fort-de-France qui se présentait naguère comme un «bastion avancé» de la résistance du peuple martiniquais au colonialisme français, et comme une sorte de «modèle» pour une future société autonome martiniquaise, se révèle être comme les autres municipalités soumise au pouvoir colonial et contrainte d'en passer par ses conditions.

Ayant pris son rôle de gestionnaire au sérieux, la municipalité n'a pu que réagir



En temps normal, les travailleurs n'étaient pas consultés pour le choix des dépenses. Aujourd'hui on leur demande de faire des sacrifices ou d'être carrément des victimes.

comme le ferait n'importe quel bon gestionnaire dans la société capitaliste, c'est-à-dire comme n'importe quel patron qui, pour rentabiliser son entreprise défaillante, licencie une partie de son personnel et diminue les salaires de l'autre partie.

Mais dans cette affaire, où est la prétendue supériorité d'une «municipalité dite de gauche» ou «progressiste» ?

En réalité, une municipalité ne peut pas entrer en compétition avec la société capitaliste toute entière et constituer un îlot isolé qui échappe aux lois qui régissent cette société. Sur ce terrain, la bataille est perdue d'avance.

Par contre, la municipalité peut jouer un rôle important dans la lutte contre le système colonial et capitaliste, dans la mesure où elle s'est donnée ce but dès le départ. Mais cela implique, non pas de se substituer à cet état dans la gestion des affaires de la société, mais d'entamer une lutte farouche contre lui et d'inciter les travailleurs et l'ensemble de la population à mener cette lutte.

Tel n'a pas été le choix de la municipalité de Fort-de-France. Les élus ont tenté de se faire de bons et loyaux gestionnaires, des responsables au niveau communal de cette société coloniale. Ils ne pouvaient que se trouver en butte à ses lois et à ses exigences et se trouver contraints d'en faire payer les conséquences aux travailleurs.

C. G.

GREVE ILLIMITEE A EDF GUADELOUPE

Les travailleurs de l'EDF à l'appel du syndicat CGTG sont rentrés en grève illimitée le mercredi 9 mai.

Dès le matin, ils étaient venus nombreux devant le siège de Bergevin et c'est avec une grande détermination qu'ils ont mis en place plusieurs piquets de grève devant les différentes entrées. Sur les grilles de l'enceinte de l'entreprise, les grévistes suspendaient des pancartes exprimant les motifs de leur grève et leurs revendications.

«Application intégrale du Statut National», «Maintien des cadences de travail», «Maintien des avantages acquis», «organisation de la promotion autochtone». Telles sont les principales revendications.

Autour des banderoles et devant les piquets de grève, les travailleurs restaient rassemblés toute la matinée et discutaient des dispositions à prendre pour leur grève.

Les revendications avancées par les travailleurs de l'EDF sont en discussion depuis plusieurs années déjà. Lors d'une grève d'avertissement faite en 1976, des promesses avaient été faites, mais jusqu'à ce jour, aucune mesure n'est entrée en application.

Désormais, ils en ont assez de se faire lanterner, et d'assister aux menaces qui pèsent sur eux concernant les conditions de travail, la garantie des avantages acquis. Ils en ont assez aussi de certains petits chefs arrogants et racistes.

Ils sont bien décidés à lutter jusqu'à satisfaction de leurs revendications. En déclarant leur grève illimitée, ils montrent leur détermination.

LA GREVE GENERALE...

(suite de la page 1)

Et il y a déjà des syndicats de base qui sont dans l'action avec les travailleurs.

Mais cela ne peut suffire pour mettre la grève générale à l'ordre du jour.

Pour cela, il est indispensable que tous ceux d'entre nous qui le veulent vraiment prennent les devants. Pour entraîner ceux qui ne se décident pas, il faut mettre en avant le mot d'ordre de la GREVE GENERALE.

Pourquoi les travailleurs qui sont en lutte actuellement ou qui s'apprêtent à y entrer n'appelleraient pas l'ensemble de la classe ouvrière à les suivre ?

Organiser la lutte dans tout le pays, c'est à la portée des travailleurs. Il faut le vouloir. La force et la capacité, l'esprit d'initiative viendront ensuite tout seuls de mille cerveaux, de mille bras.

Travailleurs,

Défendons-nous partout, oui — mais si nous luttons tous ensemble (et cela peut être engagé dès aujourd'hui), nous ferons mieux : nous prendrons l'offensive !

EN AVANT ! ENGAGEONS LA LUTTE TOUS ENSEMBLE.

A bas la répression patronale !

Usine Beauport - Port Louis

Deux responsables syndicaux des travailleurs de l'usine Beauport sont convoqués mercredi 9 mai, devant les tribunaux. Ils sont accusés d'avoir participé à la séquestration du directeur de l'usine, lors du mouvement de grève déclenché en décembre 77 contre le licenciement de 13 d'entre eux. Les patrons de l'usine avaient été obligés de reculer et de réintégrer les 13 licenciés. Ils ont donc porté plainte et c'est pour cette raison que deux dirigeants syndicaux sont traînés devant les tribunaux. La direction de l'usine n'a pas accepté d'avoir reculé. En fait, elle cherche à prendre sa revanche et ôter l'envie aux travailleurs de recommencer la lutte quand elle les attaquera de nouveau. Ce sont d'ailleurs les mêmes méthodes qu'utilisent tous les patrons : quand ils ne font pas appel à la procédure judiciaire, ils font directement intervenir les forces armées. Tel a été le cas ces jours-ci à Sores Bar, à Renault et à la SIG.

Ceux qui méritent d'être jugés ce sont les patrons car ils sont responsables de la misère et du chômage. Au nom de leurs sacro-saints profits, ils jettent à la rue des travailleurs. S'ils agissent de la sorte c'est parce que l'état avec son armée et sa justice est à leur service.

En attendant, les travailleurs doivent apporter le soutien le plus large à leurs camarades inculpés. Ils ont d'ores et déjà décidé de se rendre en masse au tribunal le 9 mai.

Non aux attaques contre les travailleurs de Beauport !

SOCALTRA

FORT-DE-FRANCE

Le petit chef qui avait foncé sur le piquet de grève le mois dernier, ne s'est pas arrêté en si bon chemin : le lendemain même il prenait huit jours de congé de maladie et portait plainte pour coups et blessures contre deux membres du piquet de grève.

Après avoir attaqué des ouvriers, c'est lui qui se présente comme victime d'une agression !

Nul doute que ce petit chef trouvera un accueil favorable parmi ses amis les gendarmes. Mais nous, nous devons faire échec à un mensonge aussi grossier qui n'est en fin de compte qu'une tentative de répression et d'intimidation.

La répression ne passera pas ! Soyons prêts à réagir tous ensemble contre toute tentative d'inquiéter nos camarades !

Capesterre : LES OUVRIERS DE LA BANANE NE SE LAISSENT PAS FAIRE !

Depuis quelques mois, dans la banane, les travailleurs commencent à manifester leur mécontentement. Ils réagissent de cette façon contre les difficultés croissantes de la vie : hausse effrénée des prix, arrogance des patrons et surtout ils refusent de faire les frais de la crise de l'économie capitaliste. En effet d'une plantation à l'autre les patrons font tout pour aggraver les conditions de travail.

Ainsi, chez Butel, la direction refusait de payer les 10 heures minimum que réclamaient les travailleurs pour les jours de coupe. Après 11 jours de grève au cours desquels elle a essayé de faire couper la banane par des briseurs de grève, la direction a dû céder devant la détermination des grévistes.

Par ailleurs, à l'heure où nous écrivons, les travailleurs de la SCA-Plaine en sont à leur quinzième jour de grève pour lutter contre une mesure vexatoire : la direction veut les obliger à transporter les régimes de banane un par un au lieu de 2 par 2. Cela conduira donc à une augmentation des heures de travail pour accomplir la même tâche, ce qui est une aggravation des conditions de travail.

Quant à ceux de SCA-Boulogne, il y a quelque temps, ils ont dû se battre pour obtenir au moins 5 jours de travail par semaine. Les travailleurs de chez Max Martin, eux, doivent presque deux fois par mois arrêter le travail pour obliger Martin à payer leurs salaires aux jours fixés.

Les travailleurs de la banane montrent donc leur volonté de ne pas se laisser faire dans la période actuelle.

~ECHOS DES ENTREPRISES~

CHPA (GUADELOUPE) SOUS LE SIGNE DE L'AUSTERITE : LE MINISTERE «CREE» 15 POSTES DEJA EXISTANTS.

Des 226 postes qui avaient été proposés et dont la direction du Centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre se vantait, il ne reste plus que 15.

En effet, le ministère ne prévoit que 15 créations de postes. Et il faut ajouter que les 15 agents prévus sont déjà en place. Il s'agit de régulariser leur situation.

En fait la direction peut faire autant de promesses qu'il lui plaît, c'est le ministère qui décide.

Et ces décisions sont prises, non pas en fonction des besoins de la population mais dans le cadre des mesures «d'austérité» de Monsieur Barre.

Là, tous les moyens sont bons depuis le blocage des salaires, les «économies d'énergie» en passant par les atteintes à la sécurité sociale et la réduction des «dépenses inutiles». Et pour eux, la santé des travailleurs, à plus forte raison des colonisés que sont les travailleurs guadeloupéens, fait partie de ces «dépenses inutiles».

HABITATION DARRASE : GREVE DE LA COUPE LAMENTIN-GUADELOUPE

Lundi 7 mai sur l'habitation Darrase dans la région du Lamentin des ouvriers agricoles ont refusé de couper un champ de canne rempli d'herbes de Guinée.

Les ouvriers agricoles ont eu raison de réagir de cette façon.

Couper la canne sous le soleil est déjà une tâche très difficile. Couper quand il y a des herbes de Guinée rend le travail encore plus pénible.

Dans ces conditions la tâche à accomplir n'en devient que plus longue. De tout cela, les patrons et inspecteurs de la coupe se moquent totalement.

Il est inadmissible de travailler dans ces conditions. Cela d'autant plus que ce sont les patrons eux-mêmes qui ont créé ces difficultés supplémentaires en refusant de faire l'entretien d'inter-récolte.

Alors la seule façon de leur faire entendre raison et pour les travailleurs de ne pas s'esquinter à la tâche, et d'éviter des accidents, c'est de refuser de couper comme ils l'ont fait à Darrase.

Dijoud aux Antilles: une démagogie de haute volée



Dijoud cause, le préfet veille et le politicien local joue son rôle de valet

On avait connu, avec Messmer, le style pesant du légionnaire, s'exprimant avec l'élégance et la courtoisie d'un régiment au pas de charge. Son successeur, Stirn, donnait dans le genre play-boy, désinvolte et touche-à-tout. Paul Dijoud, lui, est le type même du démagogue achevé. D'autant plus sûr de lui qu'il connaît parfaitement le vide de ce qu'il affirme, il accumule avec sérénité les contre-vérités et les promesses à bon marché. A l'occasion, il ne néglige pas de faire vibrer la corde sentimentale, ou d'écraser une larme de crocodile sur «la misère et les injustices».

Sa déclaration, à son arrivée le 6 mai au Raizet, est un modèle du genre. S'adressant aux jeunes Antillais, il affirme : «ceux d'entre eux qui ont les yeux ouverts (...) mesurent combien nous parcourons de chemin, mois après mois». S'il faisait allusion à ses nombreux voyages en avion, passe encore ! mais s'il évoquait notre situation, on peut mesurer, en effet, le chemin parcouru... en marche arrière ! (ainsi la tonne de canne, prévue au «colloque» à 154 F, se voit-elle payer royalement à... 120 F !).

Dijoud ajoute, imperturbable, que l'œuvre de la France aux Antilles «faisait de ces deux départements un bon exemple de ce qu'il faut faire dans cette partie du monde» (évoquait-il l'asphyxie progressive de l'économie, ou les 50 % de chômeurs ?).

Mais le comble de l'hypocrisie est atteint lorsqu'il parle des affrontements raciaux de Baimbridge et de Trinité. Dans le meilleur style jésuite, prenant le ton du père venu réconcilier ses enfants brouillés pour des raisons futiles, il affirme aux jeunes que «quelle que soit la couleur de leur peau», «ils sont tous frères». Il n'a pas dit de tendre l'autre joue, mais c'est tout juste !

Conscient sans doute que ses affirmations ne suffiront pas à contenter les jeunes, Dijoud va plus loin (cela ne coûte pas cher) : «il faut que les jeunes des Antilles accèdent au commandement de leurs départements». Tant qu'un préfet restera en place, tant que les forces armées et la police quadrilleront le pays, tant que quelques gros capitalistes et monopoles en contrôleront l'économie, on voit mal comment cette déclaration de Dijoud ne resterait pas un vœu pieux. En attendant, il sera difficile aux enfants des ouvriers de Renault, cernés l'autre jour par les forces de répression, de se sentir les «frères» des enfants d'Audebert et de ceux des gardes-mobiles.

Max RODON

ELECTIONS EUROPEENNES
LE 10 JUIN EN OPPOSITION A L'ASSIMILATIONNISME COLONIAL NOUS SERONS DANS LE CAMP DES ABSTENTIONNISTES

Notre tendance ne participera pas aux élections européennes du 10 juin.

Nous approuvons pourtant pleinement la participation de nos camarades français de Lutte Ouvrière et de la ligue Communiste Révolutionnaire à ces mêmes élections.

Ces élections sont en Europe l'occasion pour les révolutionnaires de faire une campagne sur les idées internationalistes. Pendant cette campagne nos camarades brandiront le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Car l'Europe unie ne peut être que l'affaire des travailleurs vivant et travaillant dans cette région du monde.

C'est l'affaire aussi des travailleurs venant d'autres points du globe — comme c'est le cas pour les travailleurs antillais. Car faire l'Europe des travailleurs c'est faire une Europe sans frontières, ni intérieures, ni extérieures. Les travailleurs africains, antillais ou arabes qui vivent en France ont évidemment leur pierre à apporter et leur mot à dire pour cette construction d'une Europe socialiste.

Les travailleurs n'ont pas de patrie, ni française, ni antillaise, ni américaine, ni allemande... Ils veulent partout, et à commencer par là où ils sont, détruire la vieille société bourgeoise et capitaliste pour la remplacer par un Etat des travailleurs évoluant vers une société socialiste où liberté et fraternité seront une réalité.

C'est pourquoi nous sommes entièrement solidaires de nos camarades français à la veille de ces élections européennes.

C'est pouquoi deux de nos camarades travailleurs émigrés en France seront sur la liste des révolutionnaires internationalistes conduite par Arlette LAGUILLER et Alain KRIVINE.

Mais pour ce qui concerne la participation à ces élections aux Antilles mêmes notre position est différente.

Car la participation aux élections quelles qu'elles soient est affaire de circonstances et de conditions particulières.

Notre refus de participer à ces élections européennes n'est pas dû à leur caractère

Et l'on comprend que les peuples colonisés par une nation européenne ne soient pas particulièrement enthousiastes pour participer à une élection qui leur apparaît comme une affaire qui concerne les capitalistes européens et leurs Etats.

La tendance à l'abstention — entretenue en plus par les positions des partis et organisations de la gauche anti-colonialiste — est donc très forte dans la population.

Face à une telle situation, participer aux élections européennes reviendrait pour nous à nous battre pour convaincre une très grande partie de la population qu'il y a un avantage moral et matériel à participer à ces élections. Ce qui n'est nullement le cas. Si la grande majorité des partis ouvriers et anti-colonialistes appellent à l'abstention ou se détournent des urnes tout simplement le 10 juin, il n'y a pas de raisons particulières qui obligent notre tendance à participer dans ces conditions aux élections.

Car cela pourrait alors aboutir à être ce jour du 10 juin solidaires de ceux qui participeront aux élections européennes non par internationalisme, mais par réflexe «européen». Ces élections pour envoyer des députés à un parlement européen ne sont pas plus «européenne» que celles qui envoient siéger d'autres députés dans la partie extrême-occidentale de l'Europe qu'est la France.

Dans les circonstances actuelles, étant donné que les principaux courants ouvriers et anti-colonialistes prônent l'abstention à ces élections ou s'en désintéressent manifestement, les larges couches de la population laborieuse réagissent en amplifiant encore ce désintérêt.
assimilationiste. Alors que nous aurions délaissé, ce jour-là, le camp anti-colonialiste et ouvrier majoritairement abstentionniste.

A une exception près — celle du Parti Communiste Martiniquais — toute la gauche et l'extrême-gauche anti-colonialistes (avec ou sans les états majors), seront le 10 juin abstentionnistes. Notre tendance appellera à être dans leur camp ce jour-là.

POINTE.A.PITRE
LA POLICE S'EN PREND AUX JEUNES

Le vendredi 4 mai vers 21 h, un groupe de policiers, dont 2 à 3 en civil, fait brusquement irruption dans le restaurant-bar se trouvant sous la tour Secid. Et sans ménagement, en le bousculant ils emmènent un jeune, sans que l'on sache pourquoi. Il s'agit, selon les dires, d'un jeune qui était recherché.

Après cela les présents se mirent à commenter l'évènement. Un jeune déclara que les policiers n'ont pas le droit de se comporter de la sorte et que normalement, ils auraient dû présenter au jeune homme arrêté un mandat d'arrêt. Et que les gens d'ici ne connaissent pas leurs droits. 5 à 10 minutes plus tard, les mêmes policiers réapparaissent brusquement et demandent où se trouve celui qui parlait de connaître ses droits. Il venait de partir. Et nos policiers de courir dans tous les sens à sa recherche. Bredouilles, ils reviennent au Bar où les personnes présentes, médusées et n'en croyant pas leurs yeux, se demandent qui a bien pu prévenir la police de la conversation qui venait de se tenir. Les policiers, qui très certainement ne veulent pas être en reste sur leurs collègues de France — experts en brutalités déclarent : «Vous n'avez plus rien à dire, nous sommes là et maintenant plus personne ne parle». Et ne voulant pas repartir bredouilles, ils emmènent un autre jeune présent, sans doute en guise d'otage !

Voilà, à quoi se livrent des policiers de Pointe-à-Pitre qui doivent certainement s'ennuyer dans le commissariat où dans les cars de la police qui font les rondes.

Ainsi, la police ne fait que confirmer la réputation qui est la sienne : celle d'un corps étranger aux intérêts de la population, prompt à réprimer tous ceux qui n'ont pas l'heur de lui plaire.

DESMOND TROTTER DOIT ETRE LIBERE ! SIGNEZ LA PETITION !

Le Comité Dominicain pour les Droits de l'Homme vient de lancer une initiative en vue d'obtenir la libération de Desmond Trotter. Ce Comité écrit dans un communiqué :

Nombreux sont ceux qui sont déjà au courant du tragique cas de Desmond TROTTER arrêté et inculpé en 1974 à l'âge de 20 ans pour un meurtre qu'il n'a pas commis, ce qu'il ne cesse de répéter.

L'affaire a été soumise en Appel à la Cour Suprême des Etats Associés Antillais, puis au «Conseil Britanique» (British Council) au début de l'année 76. C'est alors que le Comité de Défense de Desmond TROTTER se mobilisa pour dénoncer la manœuvre montée de toutes pièces et que la campagne eut un retentissement local, régional et international sur le thème «Destrot est innocent, aidez-nous à lui sauver la vie !».

Lorsque le «Privy Council» en Grande-Bretagne refusa d'entendre l'affaire en mars 1976, laissant les mains libres à Patrick John pour la pendaison du populaire militant, un appel fut lancé qui en quelques jours récolta 14 000 signatures de Dominicains, tandis que des milliers de gens à travers le monde rédigeaient des télégrammes pour obtenir sa grâce.

Ce large appel a pu se réaliser grâce à la rétractation du témoignage du principal témoin à charge : Camela Francis, qui déclara qu'elle avait été contrainte et payée pour réaliser un faux témoignage. Cela eut pour conséquence d'éviter la peine de mort à Trotter. Mais depuis cette date, la peine de Trotter commuée en prison à vie conduit ce dernier à vivre dans le «quartier de sécurité» (security Block) en dépit des innombrables initiatives de différentes organisations religieuses et humanitaires locales et internationales.

Pour commémorer le premier appel plein de succès lors de la commutation de peine il y a 3 ans (2 avril 1976), nous, Comité Dominicain des Droits de l'Homme, vous demandons d'envoyer des messages demandant la libération de Desmond Trotter au :
Prerogative of Mercy Committee
C/O the minister of Internal Affairs
Tourism and Sports,
Government Headquarters
Roseau
Commonwealth of Dominica

Nous soutenons bien évidemment cette initiative d'autant plus que nous sommes nous-mêmes partie prenante du Comité Desmond Trotter à la Martinique. Nous demandons donc à nos lecteurs amis et sympathisants de signer massivement la pétition pour la libération de Desmond Trotter que le Comité fait circuler à la Martinique.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728

Imp CIF